

**ASSEMBLÉE NATIONALE**

29 novembre 2014

PLFSS POUR 2015

Commission	
Gouvernement	

Rejeté

**AMENDEMENT**

N° 8

présenté par

M. Le Fur, M. Abad, M. Aboud, M. Fasquelle, M. Foulon, M. Decool, M. de Ganay, M. Gaymard, M. Goujon, Mme Grosskost, M. Guillet, M. Hetzel, Mme de La Raudière, M. Larrivé, M. de La Verpillière, Mme Le Callennec, M. Frédéric Lefebvre, M. Le Ray, Mme Levy, M. Luca, M. Olivier Marleix, M. Marlin, M. Marsaud, M. de Mazières, M. Moreau, M. Salen, M. Sermier, M. Straumann, M. Tardy, M. Taugourdeau, M. Teissier, M. Tetart, M. Tian et M. Vitel

-----

**ARTICLE 61 A**

Supprimer cet article.

**EXPOSÉ SOMMAIRE**

La modulation des allocations familiales suivant le revenu des parents est contraire aux principes fondateurs de notre sécurité sociale :

Lors de la cérémonie de remise de la médaille de la famille à l'Elysée, le 29 novembre 2013, la confirmation de ce positionnement a été rappelée par le Président de la République, qui ainsi a justifié sa décision auprès des familles et des représentants familiaux : « Cela peut paraître compliqué, l'universalité. Ça veut dire que chaque famille a les mêmes droits et notamment pour les allocations familiales. C'est vrai qu'il y a eu une discussion, est-ce que l'on ne devait pas verser des allocations familiales uniquement aux familles qui avaient un certain revenu et écarter d'autres familles parce qu'elles avaient les moyens d'assurer l'éducation de leurs enfants. Nous avons considéré que chaque famille devait avoir le même droit aux allocations familiales. ».

Les signataires de cet amendement refusent d'établir une distinction entre les enfants selon les ressources de leurs parents et considèrent comme un acquis sacré l'universalité de la politique familiale. Voilà pourquoi ils s'opposent catégoriquement à la mise sous condition de ressources des allocations familiales qui est une véritable déclaration de guerre aux familles.